REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 09 au 15 mars 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Veille sanitaire.....2
-Un cas suspect de fièvre aphteuse détecté à Rodrigues
1.2 Iconothèque Océan Indien.....3
-Lancement de "l'Iconoi.app", une iconothèque mobile de l'océan Indien
-L'ICONOI.APP, LE DISPOSITIF DE MÉDIATION NUMÉRIQUE POUR LA MISE EN RÉSEAU DES PATRIMOINES ICONOGRAPHIQUES DE L'OCÉAN INDIEN
1.3 Sécurité maritime.....5
-The African Union and African states should recognise the achievements of organisations like the Indian Ocean Commission.
-ISS: Africa can learn maritime lessons from its small island states

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie 9
-Covid-19 relief measures update 'The situation is difficult but not hopeless' – SBA By Vidya Gappy
-Finances publiques : le parlement va autoriser l'Etat à emprunter 20 millions de dollars à la BAD
-
2.2 Environnement.....11
- Les Seychelles explorent une installation de récifs artificiels pour se protéger de l'érosion côtière

2.3 Santé-covid-19.....12
- Les cas de COVID-19 aux Seychelles sont à la baisse, selon un responsable de la santé
-Maurice
-Madagascar
-Comores
2.4 Indianocéanie.....14
-Chronique : un humanisme au cœur de l'Océan Indien



Un cas suspect de fièvre aphteuse détecté à Rodrigues

Le service vétérinaire du ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire a été notifié d'un cas suspect de fièvre aphteuse (Foot & Mouth Disease) à Rodrigues, le mercredi 10 mars 2021, par la Commission de l'Agriculture.
Des prélèvements effectués à des fins d'analyses seront envoyés au laboratoire ANSES, en France, grâce au soutien et à la facilitation logistique de la Commission de l'Océan Indien (COI).
L'organisation internationale des épizooties (OIE) a aussi été notifiée de ce cas suspect.
Par mesure de précaution, aucun acheminement de bétail (bovins, moutons, chèvres, porcs) de Rodrigues vers Maurice ne sera autorisé jusqu'à nouvel ordre. Les autorités sanitaires de Maurice et de Rodrigues suivent la situation de très près.

Lancement de "l'Iconoi.app", une iconothèque mobile de l'océan Indien



Le Conseil départemental de La Réunion a lancé jeudi l'application Iconoi.app, un dispositif de médiation numérique qui permettra une mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'Océan Indien. Porté par l'Iconothèque historique de l'océan Indien, ce projet est soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI) et cofinancé par l'Union et par l'État. L'Iconoi.app a été proposée et développée par l'agence réunionnaise DOMOON. En se localisant sur l'application, il est possible d'avoir rapidement accès à une multitude de photos de la région où l'on se trouve. Nous publions ci-dessous le communiqué du département. (Photos : Conseil départemental)

"Regarder le monde, c'est toucher à sa diversité" est sans aucun doute ce que nous montre l'Iconoi.app, le nouveau dispositif de médiation numérique conçu dans le cadre de la Mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'océan Indien. Ce projet porté par l'Iconothèque historique de l'océan Indien, soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI) et cofinancé par l'Union européenne (FEDER - INTERREG V OI) et par l'Etat, vise à partager sur une plate-forme commune des images de partenaires du Sud-Ouest de l'océan Indien mus par l'objectif commun de collecter, numériser, décrire les fonds et les collections de leur pays.

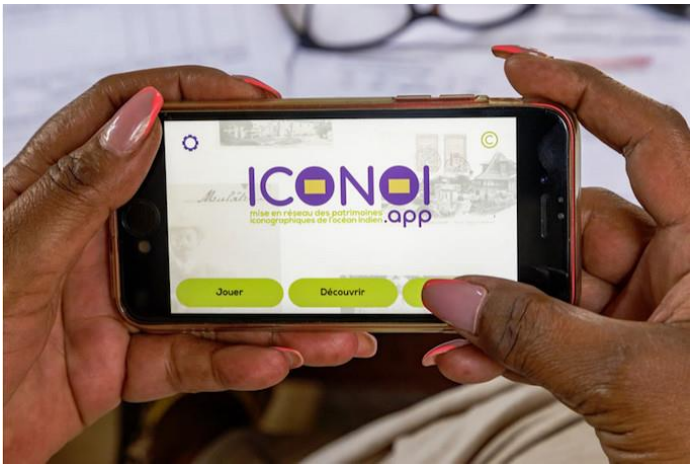
Après deux années dédiées au chantier de numérisation et de description des images, l'heure est désormais à la valorisation des images partagées par le biais d'outils numériques.

- Un dispositif inédit de médiation numérique. -

Proposée et développée par l'agence réunionnaise DOMOON, l'Iconoi.app est une application mobile (smartphones et tablettes) embarquée, intuitive, immersive et ludique. Elle permet à quiconque dispose d'un appareil mobile de découvrir une sélection de 340 images historiques référencées issues des sept pays et territoires partenaires du projet, à savoir le Mozambique, les Comores, les Seychelles, Madagascar, Maurice, Mayotte et La Réunion.

Suite de l'article

L'ICONOI.APP, LE DISPOSITIF DE MÉDIATION NUMÉRIQUE POUR LA MISE EN RÉSEAU DES PATRIMOINES ICONOGRAPHIQUES DE L'OCÉAN INDIEN



"Regarder le monde, c'est toucher à sa diversité". C'est sans aucun doute ce que nous montre l'Iconoi.app, le dispositif de médiation numérique conçu dans le cadre de la *Mise en réseau des patrimoines iconographiques de l'océan Indien*.
Ce projet porté par l'Iconothèque historique de l'océan Indien, soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI) et cofinancé par l'Union européenne (FEDER – INTERREG V OI) et par l'Etat,
vise à partager sur une plate-forme commune des images de partenaires du Sud-Ouest de l'océan Indien mus par l'objectif commun de collecter, numériser, décrire les fonds et les collections de leur pays. Après deux années dédiées au chantier de numérisation et de description des images, l'heure est désormais à la valorisation des images partagées par le biais d'outils numériques.

Un dispositif inédit de médiation numérique

Proposée et développée par l'agence réunionnaise DOMOON, l'Iconoi.app est une application mobile (smartphones et tablettes) embarquée, intuitive, immersive et ludique. Elle permet à quiconque dispose d'un appareil mobile de découvrir une sélection de 340 images historiques référencées issues des sept pays et territoires partenaires du projet, à savoir le Mozambique, les Comores, les Seychelles, Madagascar, Maurice, Mayotte et La Réunion.

Gratuit, cet outil est accessible en **français, anglais et portugais** depuis les stores du monde entier par téléchargement (IOS et Google Play).
Suite de l'article

Africa can learn maritime lessons from its small island states

The African Union and African states should recognise the achievements of organisations like the Indian Ocean Commission.

On 24 January, the French frigate *Nivôse* seized 444 kg of methamphetamines and heroin worth more than €40 million from a dhow in the Mozambique Channel. This is the latest demonstration of how transnational organised crime is spreading in the Western Indian Ocean.

The implications for safety and security along Africa's long and largely unmonitored coastline are serious. Much of the heroin trafficked between Afghanistan and Europe for example runs across the Indian Ocean along the infamous southern route.

Onshore conflicts pose a significant maritime threat too. The Capo Delgado, Mozambique, insurgency has increasingly developed a maritime component, with the potential for future maritime terrorism or piracy. The Western Indian Ocean also suffers from illegal fishing and exploitation of other natural resources at sea, threatening the livelihoods of coastal communities.

While all African coastal states are affected, the small island developing states – the Seychelles, Union of the Comoros, Mauritius, Madagascar and Réunion (France) – are bearing the brunt as they lie on the front line of maritime threats in this region.

Africa's island states in the Western Indian Ocean



(click on the map for the full size image)

A key problem for these island states has been that efforts to address maritime instability by the African Union (AU) and African states didn't always reflect their interests.

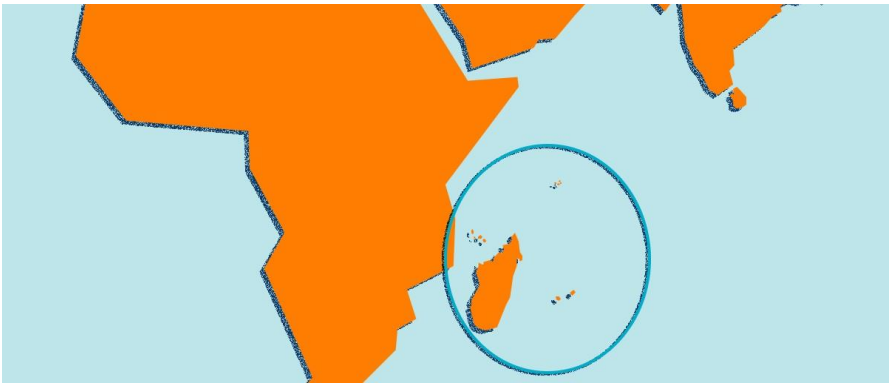
Small island states have had to struggle on their own, punching above their weight to confront maritime threats. The

limited recognition of their efforts has been interpreted as an indication that their needs aren't a priority for Africa. So they've tended instead to build stronger ties with non-African countries.
But this seems poised to change. Recent developments reveal island states to be major players in regional efforts against organised crime at sea and other maritime problems. The active involvement of international organisations and partners, especially regarding finance, helped these ongoing efforts.
Two factors explain the growing role of small island states. First, maritime problems are difficult for any one country to tackle alone. The transnational nature of these threats means the solution requires law-enforcement cooperation, intelligence sharing and coordination across borders. States such as Seychelles and Mauritius have positioned themselves as important role players and reliable focal points for international counter-piracy efforts.

Second, island states tend to have limited resources, so the expense of acquiring the capacity and means to address maritime threats is mitigated somewhat by their network of partnerships.
Suite de l'article

ISS: Africa can learn maritime lessons from its small island states

Written by ISSAfrica -



The African Union and African states should recognise the achievements of organisations like the Indian Ocean Commission.

On 24 January, the French frigate Nivôse seized 444 kg of methamphetamines and heroin worth more than €40 million from a dhow in the Mozambique Channel. This is the latest demonstration of how transnational organised crime is spreading in the Western Indian Ocean.

The implications for safety and security along Africa's long and largely unmonitored coastline are serious. Much of the heroin trafficked between Afghanistan and Europe for example runs across the Indian Ocean along the infamous southern route.

Onshore conflicts pose a significant maritime threat too. The Capo Delgado, Mozambique, insurgency has increasingly developed a maritime component, with the potential for future maritime terrorism or piracy. The Western Indian Ocean also suffers from illegal fishing and exploitation of other natural resources at sea, threatening the livelihoods of coastal communities.

While all African coastal states are affected, the small island developing states – the Seychelles, Union of the Comoros, Mauritius, Madagascar and Réunion (France) – are bearing the brunt as they lie on the front line of maritime threats in this region.

A key problem for these island states has been that efforts to address maritime instability by the African Union (AU) and African states didn't always reflect their interests. Small island states have had to struggle on their own, punching above their weight to confront maritime threats. The limited recognition of their efforts has been interpreted as an indication that their needs aren't a priority for Africa. So they've tended instead to build stronger ties with non-African countries.

But this seems poised to change. Recent developments reveal island states to be major players in regional efforts against organised crime at sea and other maritime problems. The active involvement of international

organisations and partners, especially regarding finance, helped these ongoing efforts.
Two factors explain the growing role of small island states. First, maritime problems are difficult for any one country to tackle alone. The transnational nature of these threats means the solution requires law-enforcement cooperation, intelligence sharing and coordination across borders. States such as Seychelles and Mauritius have positioned themselves as important role players and reliable focal points for international counter-piracy efforts.
Suite de l'article

Plus d'information :

https://www.dailymaverick.co.za/article/2021-03-04-africa-can-learn-maritime-security-lessons-from-its-small-island-states/

Covid-19 relief measures update 'The situation is difficult but not hopeless' – SBA By Vidya Gappy



The Central Bank of Seychelles (CBS) and the Seychelles Bankers Association (SBA) held a press conference yesterday on the status of the Covid-19 relief measures.
It was revealed that although times are tough for all stakeholders, the situation is not hopeless.
Present at the press meet was CBS Governor Caroline Abel, the chairman of SBA, Philippe Moustache, the spokesperson of SBA Bernard Jackson, the chief executive of the Development Bank of Seychelles (DBS) Daniel Gappy and the chief executive of Credit Union Tony Volcère.
"Today we have come to accompany the SBA who is giving an update on what they have done for the last year in terms of support the financial institution gave the economy, while keeping in mind the different challenges the clients are facing. 2021 has started and many clients are querying about financial support," Governor Abel said in her introductory remarks.

Impact of Covid-19 on the Seychelles economy & the banking sector

"Since the beginning of the pandemic, on April 21, 2020, CBS and SBA held a press conference to announce the relief measures provided by the banks. On May 18, we had the start of Private Relief Loan Scheme, gave a moratorium for impacted borrowers and also had an extension of the moratorium. Our sector (banking sector) has also suffered from this ongoing pandemic. We have challenges as our clients are also facing challenges. We have been proactive vis-à-vis this situation and all the banks have participated in providing relief schemes. We are in supportive of our clients. This is an unprecedented situation and it is not easy for us. We have been taking exceptional measures to help our clients," stated Mr Jackson.
Suite de l'article

Finances publiques Le parlement va autoriser l'État à emprunter 20 millions de dollars à la BAD

15/03/2021 Ibnou Mohamed



Une session extraordinaire est ouverte à l'Assemblée nationale jeudi de la semaine dernière sur convocation du président de la République, Azali Assoumani. Cette session qui va durer une semaine porte sur un projet de loi autorisant le président de l'Union à ratifier l'Accord d'un prêt de 20 millions de dollars conclu entre la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Union des Comores.

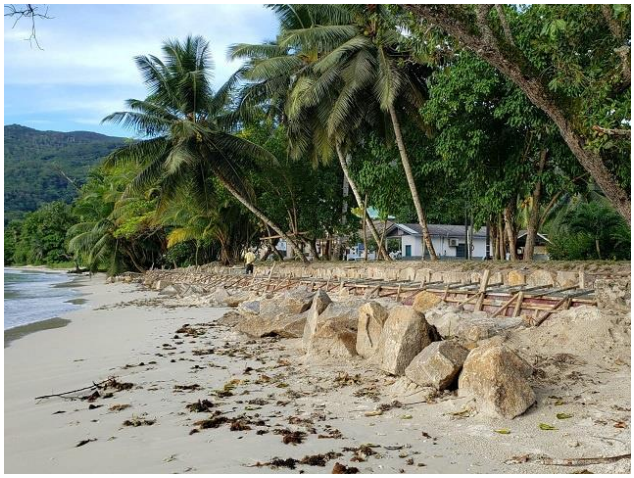
Les élus de la nation se trouvent en session extraordinaire depuis jeudi dernier. Ils sont convoqués par le chef de l'État pour se pencher sur les travaux devant aboutir à une autorisation de ratifier l'accord d'un prêt de 20 millions de dollars, dont 10 millions sous forme de don, conclu entre la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Union des Comores.

Lors de l'ouverture de cette toute première session extraordinaire de cette législature, le président de l'Assemblée s'appuie sur la loi fondamentale pour justifier la convocation du chef de l'État qui ne souffre d'aucune illégalité. Pour Moustadroine Abdou, il s'agit d'une volonté du gouvernement comorien d'assurer la continuité des programmes impliqués dans les projets d'infrastructures de base.

Suite de l'article

Les Seychelles explorent une installation de récifs artificiels pour se protéger de l'érosion côtière

By: Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne |



Dans le cadre de son plan de gestion côtière actuel, les Seychelles ont différentes approches pour protéger les côtes telles que la construction de digues, l'enrochement, la réhabilitation des dunes de sable. (Salifa Karapetyan, Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles, en partenariat avec la **Banque mondiale**, explorent pour la première fois le potentiel de la mise en œuvre d'une solution innovante pour renforcer la résilience côtière de la nation insulaire et réduire l'impact de l'**érosion** côtière.

Cette solution, appelée le concept de « barrières bleues », implique la construction d'une structure sous-marine grâce à l'utilisation de matériaux non toxiques, sur lesquels les coraux sont transplantés, créant ainsi un récif artificiel.

Le secrétaire principal à l'Environnement, Alain De Comarmond, a déclaré à la SNA que le concept de barrière bleue est une autre approche utilisée pour l'adaptation au changement climatique.

« Il existe différentes manières de faire face à l'**érosion** côtière. Vous pouvez l'arrêter quand il atteint les terres, où vous construisez des murs ou des armures de blocs de pierre. Une autre option consiste à briser la vague avant qu'elle n'atteigne les terres, réduisant ainsi l'énergie de la vague, qui est la fonction normale des récifs coralliens. Ce concept peut être mis en œuvre dans des endroits où il n'y a pas de récif corallien ou qui ont été affectés par le blanchissement des coraux », a déclaré M. De Comarmond.

Dans le cadre de son plan de gestion côtière actuel, le gouvernement des Seychelles a jusqu'à présent utilisé des approches d'ingénierie à la fois dure et douce pour protéger les côtes du pays gravement touché par l'érosion. Ces méthodes comprennent la construction de digues, d'armure rocheux, la réhabilitation des dunes de sable et des talus de plage et la plantation de végétations. **Suite de l'article**

Les cas de COVID-19 aux Seychelles sont à la baisse, selon un responsable de la santé



On constate que depuis fin février, il y a eu une diminution du taux d'attaque. (Marco Verch/Flickr) Photo License: CC-BY 2.0

(Seychelles News Agency) - Le nombre de cas de **COVID-19** aux Seychelles suit une tendance à la baisse depuis qu'il a atteint un sommet à la mi-février, a annoncé jeudi un responsable de la santé.

Le commissaire à la santé publique, Jude Gedeon, a déclaré lors d'une conférence de presse que, « semaine après semaine, nous avons enregistré une diminution du nombre de cas».

Depuis que le premier cas de **COVID-19** a été enregistré aux Seychelles en mars de l'année dernière, la nation insulaire a enregistré 3 132 cas, dont 269 sont toujours actifs. Au total, 2 847 personnes se sont déjà rétablies ; 16 personnes sont mortes de la maladie.

« Une nouvelle baisse a été enregistrée la semaine dernière et un autre indicateur que nous examinons est le taux d'attaque. C'est le nombre de personnes infectées pour 10 000 personnes. On constate que depuis fin février, il y a eu une diminution du taux de contamination. Cela signifie que l'épidémie de **COVID-19** aux Seychelles s'améliore en termes de nombre de cas enregistrés chaque semaine », a déclaré Dr. Gedeon.

Quant à savoir s'il existe une variante du virus aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, Dr. Gedeon a déclaré que l'autorité rencontrait des retards techniques dans ses efforts pour envoyer un échantillon à l'étranger pour des tests afin de déterminer si tel était le cas.

Il a ajouté que savoir si une variante est présente dans le pays permettra aux autorités compétentes de discuter et de décider si les mesures de santé publique doivent être réajustées.

Pour envoyer des échantillons biologiques à un laboratoire étranger à des fins d'analyse, le ministère de la Santé a besoin de deux kilos de glace sèche minimum pour maintenir les échantillons à la bonne température. Pour le moment, la glace sèche ne peut pas être obtenue localement.

« Nous étions censés en obtenir depuis l'Afrique du Sud grâce à un vol spécial. Malheureusement, le vol a été annulé. Les échantillons seront envoyés au laboratoire de Kemri (Kenya Medical Research Institute) au Kenya et nous essayons de voir si nous pouvons obtenir de la glace sèche de Dubaï », a déclaré Dr. Gedeon.
Au départ, les autorités sanitaires voulaient envoyer l'échantillon en Afrique du Sud pour y être testé, cependant, il n'y a pas de vol direct entre les Seychelles et l'Afrique du Sud.
Dr. Gedeon a ajouté que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) aide les Seychelles dans le processus et que tous les échantillons sont emballés et prêts à être expédiés.
Pendant ce temps, la campagne de vaccination se poursuit bien que la Health Care Authority ait actuellement des difficultés à délivrer un carnet de vaccination internationalement reconnu aux voyageurs. **Suite de l'article**

Plus d'information sur le Covid-19 dans la région :

- https://www.lemauricien.com/actualites/societe/covid-19-le-nombre-de-cas-locaux-passe-a-134/409557/
- https://www.madagascar-tribune.com/Bilan-Covid-19-29-deces-et-1-327-cas-en-15-jours.html
- http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/la-coordination-appelle-%C3%A0-un-renforcement-des-mesures-barri%C3%A8res-.html

Chronique : un humanisme au cœur de l'Océan Indien

Par Les Nouvelles sur 15/03/2021

Pour beaucoup d'entre nous, indianocéanie est un mot qui sonne creux, alors qu'il est presque aussi vieux que notre indépendance. On le doit au poète mauricien Camille de Rauville (1910-1986) qui voulait voir dans nos îles plus de points communs que de divergences. Rauville n'est pas le premier à vouloir construire des ponts qui relient les rives de l'océan Indien. En 1951 puis en 1954 se réunit à Perth, en Australie occidentale, l'association scientifique des pays de l'océan indien (PIOSA). Trois ans plus tard, c'est Tananarive qui accueille la réunion de la PIOSA puis Karachi au Pakistan en 1960. Mais l'Océan Indien est encore trop vaste pour l'époque et notre ouverture sur le monde se tente dans un premier temps avec les îles voisines francophones.

On peine à croire aujourd'hui que dans ses premières années l'Université de Madagascar accueillait Réunionnais et Mauriciens. Elle avait vocation à être un pôle scientifique et culturel dans la région. L'indianocéanie avait alors peut-être des chances de s'épanouir ? L'histoire et les politiques en ont décidé autrement quand, même dans les lycées, l'initiation à la philosophie affichait des couleurs résolument marxistes et que nous devions nous sentir plus proches des Cubains et des Angolais que des Mahorais et des Rodriguais.

S'il faut chercher une indianocéanie aujourd'hui, c'est probablement à l'Université de La Réunion qui rassemble le plus grand nombre d'étudiants de toutes les îles de l'océan Indien occidental. Là, peut-être, les étudiants ont-ils conscience de partager un patrimoine et une identité indianocéanique ou indianocéanienne qui n'enlèvent rien à l'appartenance à leur île.

Au-delà des cercles universitaires et de la Commission de l'Océan Indien, indianocéanie est dans le meilleur des cas une curiosité sinon un barbarisme qui fait sourire le puriste de la langue française. Pour Rauville, l'indianocéanisme, c'est un "nouvel humanisme au cœur de l'Océan Indien".

Annonces Go
Envoyer un comm
Pourquoi cette ann
Annonces Go
Envoyer un comm
Pourquoi cette ann
l'Iconoi.app, le dispositif de médiation numérique pour

N'est-ce pas une très belle idée à faire vivre, 60 après avoir recouvré notre indépendance ?